

Document

New Delhi promet de s'attaquer à la corruption

(lefigaro.fr)

5.08.11

En gestation depuis 40 ans, le projet de loi présenté au Parlement est loin de faire l'unanimité.

Il aura fallu attendre plus de quarante ans pour que le gouvernement de New Delhi mette enfin sur la table un projet de loi visant à lutter contre la corruption. C'est chose faite depuis jeudi. Et c'est «historique». Présenté au Parlement dès la première semaine de sa session dite «*de la mousson*», le texte est cependant loin de faire l'unanimité et enflamme déjà les esprits. L'opposition et les représentants de la société civile lui reprochent d'être une «*coquille vide*» et promettent de nouvelles manifestations dans les rues de la capitale dès la mi-août. De quoi déstabiliser un peu plus encore le gouvernement de centre-gauche emmené par Manmohan Singh. Pris dans la tourmente, notamment en raison de scandales financiers en rafales, le premier ministre, pourtant connu et respecté pour son intégrité et ses compétences, risque d'y perdre en crédibilité.

La proposition de loi anticorruption, baptisée «*Lokpal Bill*» (la loi protectrice du citoyen ou, littéralement, «la loi de l'ombudsman»), devrait permettre à tout un chacun de porter plainte contre des fonctionnaires ou des ministres accusés de se livrer à des actes de corruption.

De l'agent de police en rase campagne -qui se fait souvent tirer l'oreille pour enregistrer les plaintes des plus défavorisés contre plus puissants qu'eux- au ministre du gouvernement fédéral à Delhi, personne ne devrait pouvoir se dérober à la justice. Pour cela, le «*citoyen lambda*» aurait la possibilité de s'adresser à un médiateur qui l'aiderait à se faire entendre. Celui-ci devrait présenter toutes les garanties de la plus grande intégrité.

«Il n'y a pas de vache sacrée»

Un détail, et non des moindres, a mis le feu aux poudres dès jeudi: aux termes de la «*Lokpal Bill*» version 2011, le chef du gouvernement jouirait d'une totale immunité. «*Nous sommes catégoriques sur ce point, le premier ministre doit aussi relever de la compétence du médiateur*», a martelé devant les députés Sushma Swaraj, chef de file de l'opposition. Pour elle, ironise le quotidien The Hindu, «il n'y a pas de vache sacrée».

L'affaire est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Et ce n'est pas un hasard si, alors que la loi anticorruption est en gestation depuis quarante-deux ans, aucun gouvernement n'a osé la porter devant le Parlement. Pas plus celui de Manmohan Singh, au pouvoir depuis 2004, que les autres. Comme le souligne The Times of India, qui a pris fait et cause pour les défenseurs d'une loi anticorruption «*musclée*», «*la Lokpal Bill n'est pas une loi comme les autres. Elle vise les hommes politiques et les bureaucrates -ceux-là mêmes qui s'arrogent le droit de forger les lois. Il y a clairement un conflit d'intérêts*».

Il y a pourtant urgence. Du simple quidam aux citoyens les plus fortunés, tout le monde est tôt ou tard confronté à la corruption en Inde. Plus grave, nombre d'observateurs jugent que cela décourage les investisseurs étrangers. Il aura pourtant fallu le ras-le-bol de la classe moyenne indienne pour que le gouvernement se décide à agir. Paradoxalement, c'est un petit homme de 72 ans qui a pris la

tête de ce mouvement informel qui ne cesse de grossir. Un «*gandhien*», comme se définit lui-même Anna Hazare. En avril dernier, il a mené une grève de la faim au centre de Delhi. Il exigeait que des membres de la société civile aient leur mot à dire dans la rédaction du projet de loi. Aujourd'hui, il juge le texte présenté au Parlement «trop faible». Il a déjà annoncé qu'il organiserait une nouvelle grève de la faim à Delhi à partir du 16 août.